

Cédric Durand  
CEMI-EHESS  
[cdurand@ehess.fr](mailto:cdurand@ehess.fr)  
tel : 06 83 22 04 29

Forum 2003 de la Régulation  
Paris ENS boul. Jourdan  
9 et 10 octobre 2003

## Régulation de branche et interdépendance des niveaux de cohérence

*le cas de la métallurgie post-soviétique (1992-2001)*

### Introduction

La transformation institutionnelle radicale qui a bouleversé les pays d'Europe centrale et orientale au cours de la décennie 1990 est une expérience constructiviste majeure. Elle permet d'interroger l'articulation entre la dimension délibérée et la dimension spontanée de l'évolution économique mais également l'articulation des espaces micro, méso et macro de l'activité économique. Comment les contraintes macro, à commencer par les ruptures institutionnelles délibérées, conduisent à l'émergence de cohérences micro et méso-économique ? Comment ces cohérences participent-elles de l'affirmation d'un nouveau mode de régulation ? Cette question de l'interdépendance dynamique des niveaux de cohérence est examinée à partir d'une étude empirique de la métallurgie russe<sup>1</sup>.

La première section est consacrée à une présentation de la trajectoire de la métallurgie russe post-soviétique et, succinctement, des conséquences de son évolution pour le régime d'accumulation émergent. Dans la deuxième section, deux types d'enseignements théoriques sont tirés de ce travail. Les outils conceptuels régulationnistes permettant d'articuler les différentes échelles de l'activité économique et d'aborder le niveau méso de la branche industrielle sont d'abord discutés. L'accent

---

<sup>1</sup> Cette recherche empirique a été menée dans le cadre d'une thèse de doctorat *Une analyse institutionnaliste de la coordination industrielle, Etude des transformations de la métallurgie russe (1992-2001)* effectuée sous la direction de Jacques Sapir, EHESS, Paris, 2002.

est ensuite mis sur la dynamique de recomposition du système de règles comme mode d'interprétation de l'interdépendance des niveaux de cohérence dans le cadre du changement institutionnel radical.

## SECTION 1. LA TRAJECTOIRE POST-SOVIETIQUE DE LA METALLURGIE RUSSE

L'étude de la métallurgie russe nous montre que la transformation post-soviétique n'a pas entraîné la modernisation attendue de l'économie mais bien plutôt une régression industrielle. Non seulement cette activité héritée de la première révolution industrielle a vu son poids relatif s'accroître sensiblement au cours de la décennie 1990<sup>2</sup> - aggravant de la sorte l'hypertrophie de l'industrie lourde qui était pourtant une manifestation de l'inefficacité des mécanismes économiques propres aux économies de type soviétiques<sup>3</sup> - mais également, du point de vue interne à la branche, on observe une spécialisation sur les produits métallurgiques de base.

Pour expliquer ce résultat inattendu, la trajectoire de la métallurgie russe post-soviétique va être analysée en deux étapes. La période de transformation proprement dite, de 1992 à 1998, et la période de stabilisation d'une nouvelle organisation de la branche après la crise financière de 1998.

### **1. Un régime régressif de transformation de la branche**

Le choc de la déplanification est à l'origine d'une crise de cohérence au sein de la branche. La confrontation de traits hérités de la période soviétique et de nouvelles règles édictées centralement (privatisation des entreprises, libéralisation des prix et ouverture commerciale) a entraîné une crise de l'activité, une redéfinition des modalités de coordination et le développement de pratiques prédatrices.

Dès 1992-1993, la libéralisation des prix et l'adoption d'une politique budgétaire excessivement restrictive ont produit une pénurie de liquidités provoquant un effondrement de la demande intérieure qui a été aggravé par le climat d'incertitude aiguë et la réduction drastique de la demande publique. Dès lors la priorité pour les

---

<sup>2</sup> En 1997 le niveau de l'activité de la métallurgie s'établissait à environ 56 % de son niveau de 1990 contre 48,9 % pour l'ensemble de la production industrielle [Ekspert, 1998, pp. 8-9]. Cette tendance à l'accroissement du poids relatif de la métallurgie s'est poursuivie par la suite.

<sup>3</sup> De 1917 à 1976, 84 % des investissements industriels ont ainsi été accordés à l'industrie lourde en URSS, *Statistika*, Moscou, 1977, p. 436, cité par [Kornaï, 1996, p. 211]

dirigeants d'entreprise a été de trouver des solutions alternatives à la défunte planification pour assurer leur approvisionnement et l'écoulement de la production.

Plusieurs options ont été suivies. Sur le marché intérieur, des réseaux asymétriques démonétarisés permettant de poursuivre les échanges interentreprises en dépit de la pénurie de liquidités se sont constitués à partir des connaissances spécifiques, des relations de confiance et des savoirs-faire en terme d'échanges informels accumulés par les directions d'entreprise à l'époque soviétique. Parallèlement, des schémas de tolling ont été conclus entre les grandes entreprises (combinats sidérurgiques et usines d'aluminium) et des sociétés commerciales, principalement lors de l'ouverture de circuits de commercialisation à l'exportation de produits peu élaborés (aciers laminés ou semi laminés, aluminium primaire).

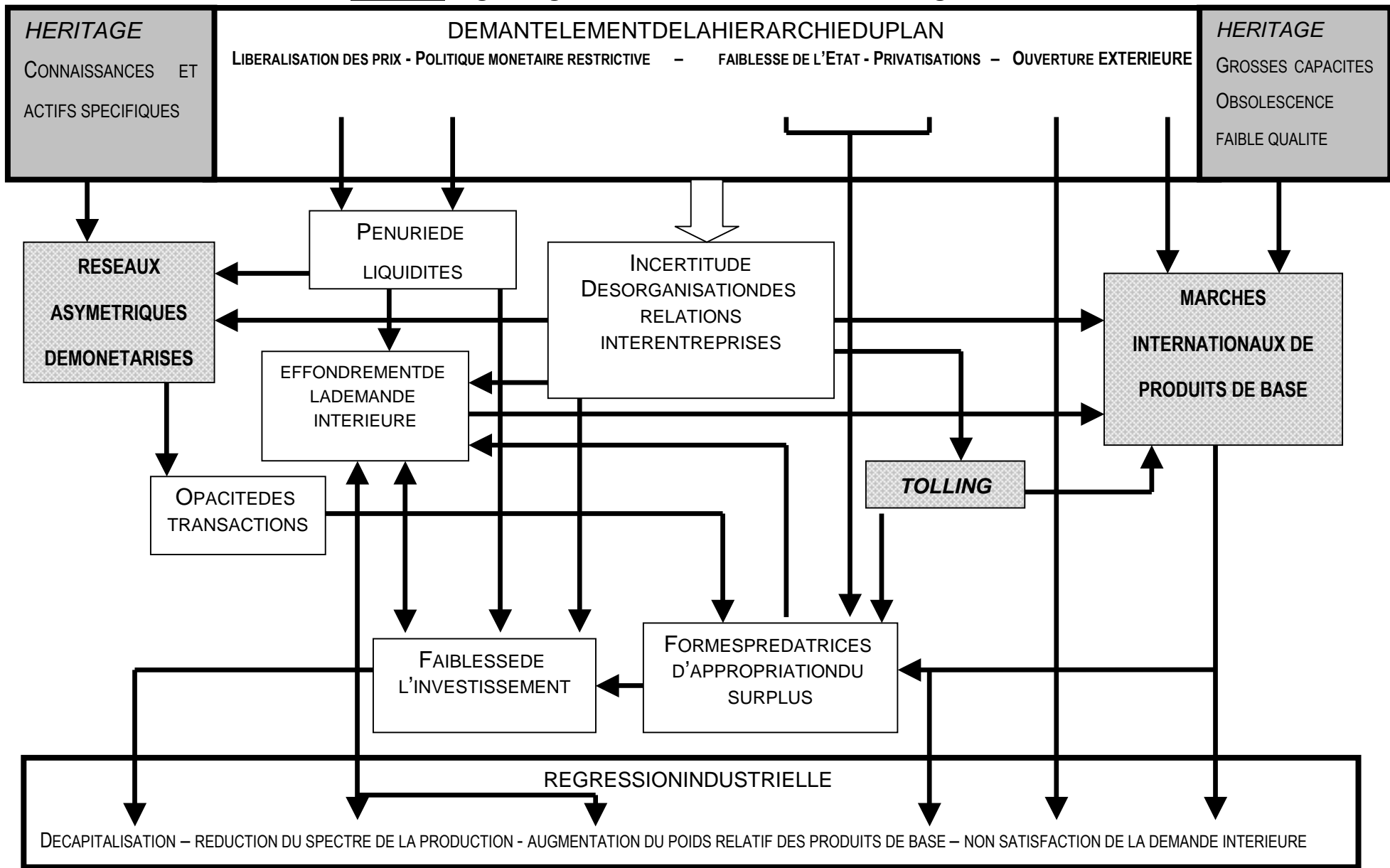
La redéfinition des cadres des transactions a permis la constitution de rentes d'intermédiation tout à fait considérables [Graždaninova, 1999] et une évasion massive de capitaux. Ces pratiques prédatrices s'expliquent d'abord par les modalités des privatisations qui ont favorisé une concentration du contrôle sur l'activité économique suite à l'expropriation de la population et des salariés [Appel, 1999]. Ensuite, l'incertitude qui résulte du changement simultané de plusieurs institutions fondamentales a raccourci l'horizon temporel des agents ; accentuant leur aversion pour le risque, il oriente les comportements vers le court-terme. Enfin, l'intervention publique étant délégitimée et l'Etat affaibli par des réglementations incohérentes et la crise de son financement, les connivences entre les autorités politiques et une nouvelle élite économique ont débouché sur une immunité de fait des délits économiques, mais également sur une illégitimité des positions dominantes acquises qui en retour accentua encore l'incertitude.

On observe une diminution drastique de l'investissement et, dans la mesure où l'amortissement n'est plus provisionné, une décapitalisation de la branche. Cette décapitalisation participe d'une régression industrielle dont une autre manifestation est la réduction du spectre des productions et l'accroissement du poids relatif des géants industriels de ce secteur aux dépens des entreprises de moindre taille réalisant des productions plus élaborées. Cette évolution implique la disparition de savoirs-faire industriels. Par ailleurs, notamment en raison du régime monétaire, une part de la demande intérieure n'est pas satisfaite.

Le schéma ci-dessous représente ces mécanismes qui ont produit une dynamique régressive de transformation de la branche sur la période 1992-1998. Les flèches

indiquant un lien de causalité montrent comment traits hérités et réformes se combinent pour faire émerger de nouvelles modalités de coordination de l'activité au sein de la branche.

**Figure 1 : Régime régressif de transformation de la métallurgie**



Un élément essentiel de la transformation n'apparaît pas sur ce schéma : l'articulation entre la dynamique des relations industrielles et l'évolution du rapport salarial.

Dans les entreprises en amont de la branche le niveau de l'emploi a été maintenu. La relation salariale a en outre gardé ses formes soviétiques et son caractère paternaliste en l'absence de modifications substantielles du cadre légal. Elle a cependant vu ses modalités se dégrader, tant en ce qui concerne les conditions de la mise au travail (renforcement de la contrainte hiérarchique, augmentation du ratio accidents du travail / niveau de la production) que les déterminants de la reproduction de la force de travail (réduction de la sphère sociale, forte baisse des salaires réels).

## **2. L'affirmation d'un logiquement différent et ses implications**

Le niveau d'activité de la branche s'est stabilisé à partir de 1996, puis a fortement progressé au lendemain de la crise financière de 1998<sup>4</sup>. Dans le même temps, la dévaluation a permis aux entreprises qui travaillent à l'exportation de réaliser une forte progression de leur résultats financiers. D'autres facteurs comme le recul de la part des formes atypiques de paiement (troc, lettres de créance, etc.), la croissance de la consommation interne de métal ou encore la reprise de l'investissement attestent du fait qu'une page a été tournée. La situation n'est plus celle où les acteurs se réorganisent pour limiter leur affaiblissement dans un contexte de crise, au contraire, elle fait apparaître de nouvelles recettes autorisant une réorganisation tournée vers l'avenir.

On observe un vaste processus de concentration de la propriété et d'intégration verticale et/ou horizontale à partir des principales entreprises de la branche ou avec l'intervention de capitaux issus du secteur énergétique. Ces opérations, qui parachèvent la mainmise d'une bourgeoisie oligarchique sur la branche, contribuent au recul de l'incertitude. Elles laissent entrevoir la stabilisation d'un modèle productif qualifié de rentier. Les principales entreprises conservent en effet leur spécialisation sur les produits de base destinés à l'exportation tandis que la structure du marché intérieur est monopolistique. Le niveau de surplus dégagé est donc principalement dépendant de facteurs déconnectés de la qualité de la gestion du processus de production : les conditions d'accès aux marchés mondiaux et aux intrants, mais aussi

---

<sup>4</sup> L'indice de production en volume du Comité d'Etat pour les statistiques (Goskomstat) sur la période janvier-octobre 2000, en comparaison avec la même période de l'année 1998, est en augmentation de 32.5 % pour la métallurgie ferreuse et de 23.9 % pour la métallurgie non-ferreuse.

l'efficacité des managers dans leur politique d'« *optimisation de la charge fiscale* »<sup>5</sup> grâce à l'externalisation d'activités périphériques. Dans ce cadre, la politique d'investissement est limitée à une simple reproduction/modernisation de l'appareil de production.

L'extrême concentration de la propriété implique une soumission du processus d'accumulation aux intérêts immédiats de l'oligarchie qui domine la branche. Les banques et les marchés financiers étant marginalisés, les investissements sont pour l'essentiel autofinancés ce qui accroît l'autonomie de la branche. Il s'agit là d'un élément favorable à la poursuite de pratiques prédatrices - notamment à l'occasion des opérations à l'export - et au maintien de la combinaison souvent illégale entre ressources économiques et ressources administratives comme caractère systémique du capitalisme oligarchique post-soviétique [Kagarlitsky, 2002].

Deux phénomènes correspondent néanmoins à une logique entrepreneuriale non rentière. D'abord, la croissance externe relève partiellement d'une logique de réduction des coûts de transaction et des institutions informelles par la stabilisation des relations en aval et en amont des combinats et des usines d'aluminium. Ensuite, la précarisation de la relation salariale et la baisse des salaires réels, au lendemain de la crise financière, suivent une logique classique de réduction des coûts salariaux et d'intensification de la mise au travail. Sur ce plan, l'évolution la plus marquante est l'abandon progressif du paternalisme d'entreprise à travers la réduction de la sphère sociale des entreprises et la remise en cause de la politique de préservation de l'emploi avec l'annonce d'un plan national de réduction du tiers de effectifs de la branche d'ici à 2010. Il s'agit d'une remise en cause des compromis locaux qui nécessite une intégration plus poussée du syndicat de branche (GMPR) au niveau national, avec notamment son consentement au nouveau code du travail adopté début 2002.

L'autonomie du développement de la branche orienté vers l'export n'est pas sans conséquences négatives pour le système de production national. Outre une fragilité structurelle liée à l'évolution des marchés mondiaux<sup>6</sup>, la spécialisation à l'exportation implique un détournement de capacités productives de la satisfaction de la demande locale. De plus, par le biais monétaire, les mécanismes connus sous le nom de « *Dutch Disease* »

---

<sup>5</sup> Selon les termes du directeur de l'entreprise de transformation des métaux non-ferreux de Samara. Entretien réalisé à Samara en août 1999.

<sup>6</sup> Les mesures protectionnistes concernant l'acier adoptées au printemps 2002 par les autorités américaines sont une illustration de cette fragilité.

augmentent les risques de désindustrialisation liés à la domination des secteurs rentiers travaillant à l'exportation [Corden et Neary, 1982 ; Campan et Grimaud, 1989 ; Angelier, 1988] comme les hydrocarbures et la métallurgie. Les recettes en devises favorisent une appréciation du taux de change non corrélée avec une amélioration de la productivité ce qui se traduit par une surexposition des industries locales à la concurrence internationale. Cela signifie qu'un processus cumulatif de dépression et d'instabilité financière est un risque important [Sapir, 2002]. Enfin, la perpétuation de pratiques prédatrices - même si elles tendent à diminuer - a un impact négatif en détournant des possibilités de financement de l'industrie mais également sur les capacités de l'action publique en diminuant les recettes de l'Etat et sur la consommation à travers la compression des revenus des ménages.

Ces caractéristiques de la situation de la métallurgie russe en 2001 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1 : Présentation analytique de la situation de la métallurgie lourde russe (2001)**

<b>Modèle productif dominant</b>	Politique produit	Spécialisation sur des produits peu élaborés Conservation de la compétitivité coût notamment par la recherche des meilleures conditions d'accès aux intrants Amélioration tendancielle de la qualité des productions les rapprochant des standards internationaux
	Organisation productive	L'organisation technique est fortement inertielle en raison du caractère très capitalistique de l'activité et de la faible flexibilité des équipements. Spécialisation sur le métier avec l'externalisation des activités de la sphère sociale et de certaines activités industrielles périphériques. Intégration verticale d'actifs spécifiques et complémentaires hérités de l'époque soviétique
	Relation salariale	Salaires réduits avec effondrement de leur part indirecte (avantages sociaux d'entreprise et protection sociale) Part importante du salaire flexible en fonction des performance individuelles ou d'atelier Contrats à durée indéterminée dominant mais amorce de précarisation des statuts et annonce de réduction d'effectifs Intensification de la mise au travail
<b>Stratégies de formation et d'appropriation du surplus</b>		Maximiser le niveau de production tout en minimisant les coûts Stratégie rentière de préservation du contrôle et du niveau du surplus avec le renforcement des positions acquises par la croissance externe, le lobbying au niveau central et la participation au jeu politique local Captation privée du surplus avec persistance de formes prédatrices : évasion de capitaux et évasion fiscale
<b>Comportement d'investissement</b>	Volume	Croissant mais limité ; investissement direct étranger négligeable
	Orientation	Investissement de capacité et de modernisation peu innovant ; spécialisation sur des produits de base
	Financement	Principalement sur fonds propres
<b>Insertion dans le régime d'accumulation</b>		Poids croissant en terme de part de PIB et de l'emploi total Relative autonomie en raison de l'importance de l'activité à l'export et de l'autofinancement des investissements ; faible orientation vers la satisfaction des besoins locaux Faiblesse de cohérence de moyen terme en raison de la dégradation de termes fondamentaux de sa reproduction propre (obsolescence des équipements, pollutions) et des termes généraux de sa reproduction (santé, éducation, écologie, infrastructures publiques, ...)

## SECTION 2. CHANGEMENT SYSTEMIQUE ET INTERDEPENDANCE DES NIVEAUX DE COHERENCE

Quels enseignements peut-on tirer de cette trajectoire de la métallurgie russe ? Tous les problèmes théoriques soulevés par l'étude de cas ne peuvent bien sûr pas être abordés ici. Deux points concernant l'articulation des niveaux de cohérences ont été retenus : d'abord, une discussion des outils proposés par la théorie de la régulation (TR) afin de situer l'analyse d'une branche industrielle dans un cadre plus large ; ensuite, une interprétation de la dynamique du changement institutionnel radical à travers la recomposition du système de règles.

### **1. Une approche régulationniste des espaces de l'analyse économique**

Le programme de recherche originel de la TR vise à l'analyse d'une « *régulation économique d'ensemble* »<sup>7</sup>. Il s'agit de décrire et de comprendre une dynamique correspondant à une configuration institutionnelle des rapports de production et d'échange [Boyer, 1986, p. 43] propre à un pays et à une période donnée et assurant une reproduction d'ensemble entre deux grandes crises. Cette démarche initiale explique un certain réductionnisme macro dans les travaux régulationnistes et une relative imprécision dans l'articulation des niveaux macro, méso et micro d'analyse. Néanmoins, les outils régulationnistes ne nous laissent pas totalement désarmés pour aborder ce problème.

#### **a. Le méso et le micro régulationniste**

Le niveau méso peut être perçu dans une perspective territoriale [Benko et Lipietz, 1995 ; Gilly et Pecqueur, 1995] ou correspondre à une subdivision de l'appareil productif en branches ou secteurs d'activité. Dans cette perspective, la notion régulationniste de secteur [Bartoli et Boulet, 1990 ; Boyer, 1990 ; du Tertre, 1995] recouvre des réalités très différentes de telle sorte qu'il n'existe de régulation, au sens strict et fort du terme, qu'au niveau macro-économique. De notre point de vue, il n'en est pas de même au niveau de la branche industrielle.

Combinaison des concepts de segment - espace correspondant à une offre de produits substituables [Delapierre, Milelli et Savoy, 1998] - et de filière – succession d'étapes technologiques associée à l'utilisation d'une ressource ou à la fabrication d'un produit [de Bandt, 1982 et 1991], la branche désigne un espace au sein duquel les relations économiques sont fortement intégrées et un espace d'action stratégique pour les firmes.

---

<sup>7</sup> Voir définition de Michel Aglietta tirée de *Régulation et crise du capitalisme* et reprise dans le glossaire de l'ouvrage *Théorie de la Régulation: l'état des savoirs* [Boyer et Yves Saillard, 1995, pp. 548-549]

D'autre part, il existe une construction socio-historique de cet espace au cours de laquelle sont formés des standards sociaux. Enfin, cette échelle est pertinente en tant que cible des politiques industrielles menées par les Etats [Okimoto, 1984, pp. 78-133]. Du fait de ces éléments, de formes d'insertion internationale et, parfois, de mode de financement singuliers, les déterminants de l'évolution d'une branche industrielle sont en grande partie propres à celle-ci. La cohérence des formes institutionnelles et du régime d'accumulation semble ainsi pouvoir être analysée au niveau de la branche et non comme simplement subordonnée à la régulation d'ensemble.

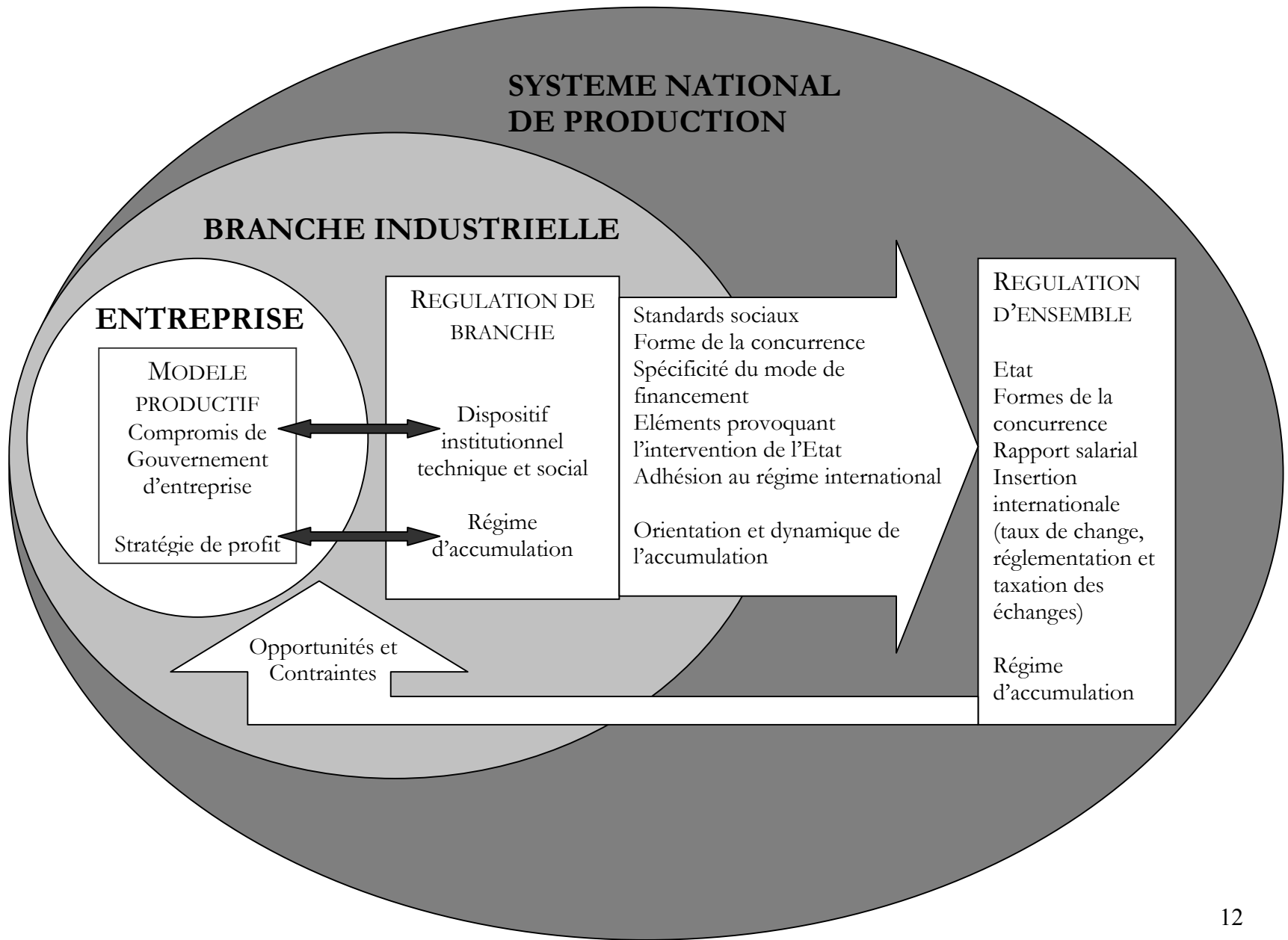
Le concept de modèle productif [Boyer et Freyssenet, 2000 et 2002], mobilisé pour décrire la stabilisation intervenue au sein des grandes firmes de la métallurgie, permet à la théorie de la régulation de franchir une étape vers le micro. Pour subsister les firmes doivent réussir une cohérence interne – le compromis de gouvernement d'entreprise – et une cohérence externe – issue d'une stratégie de profit. Au sein d'une même branche plusieurs modèles productif coexistent, notamment au niveau des différentes étapes d'une même filière. Mais les facteurs d'homogénéisation sont forts si bien que le nombre de modèles est nécessairement limité ou, comme c'est le cas dans la métallurgie russe, un modèle peut occuper une position dominante et imposer sa dynamique au reste de la branche.

Cette immiscion de la TR dans le micro se fait à rebrousse poil des autres démarches entreprises par les économistes. Il ne s'agit pas de fondements micro à une macro mais bien plutôt de fondements macro sociaux et institutionnels à une micro économie [Boyer, 2003, p. 15] puisque ce sont d'abord les choix organisationnels des firmes qui sont conditionnés par le mode de croissance.

### **b. Articulation micro-méso-macro des espaces de la régulation**

Le schéma ci-dessous propose une lecture de l'articulation entre les différents niveaux d'analyses de la régulation.

**Figure 2 : Articulation micro-méso-macro des espaces de la régulation**



En partant du macro, la relation entre d'un côté la régulation d'ensemble et, de l'autre, la régulation de branche et le modèle productif d'une entreprise, peut être comprise en termes de contraintes et d'opportunités définies par l'ensemble des dimensions d'une régulation.

L'accent mis sur le conditionnement macro-économique du micro à travers la validation des stratégies de profit dans le cadre de l'analyse en terme de modèle productif est nuancé. Les relations entre modèle productif et régulation de branche renvoient au processus historique de formation de standards techniques et sociaux à partir de compromis de gouvernement d'entreprise et de leur institutionnalisation au niveau de la branche où ils deviennent dès lors contraignant pour les firmes. De la même manière, les stratégies de profit contribuent à l'affirmation d'un régime d'accumulation propre à la branche mais sont également contraintes par celui-ci du fait de leurs interactions concurrentielles/coopératives avec les autres firmes, rivales ou clientes, au sein de la branche.

La dépendance de la régulation d'ensemble vis-à-vis de la régulation de branche se traduit au niveau des formes institutionnelles et du régime d'accumulation. Le compromis salarial formalisé au niveau de chaque branche participe de la définition du rapport salarial d'ensemble. Il en est de même pour les autres principales formes institutionnelles (monnaie, insertion internationale, Etat, régime de concurrence) qui connaissent, selon des mécanismes divers, des incarnations particulières au niveau de chaque branche.

En ce qui concerne l'orientation et la dynamique du régime d'accumulation, la branche intervient à travers sa contribution à la demande nationale (investissement plus salaires), sa contribution à la formation de l'offre à travers ses investissements (impact qualitatif et gains de productivité) [Boyer et Mistral, 1983, p. 16] et, parfois, en conditionnant directement la possibilité de développement d'un potentiel industriel au niveau global [de Bernis, 1966].

Cette représentation de l'articulation des concepts de régulation et de modèle productif souligne la place de la branche industrielle comme espace mésoéconomique de cohérence mais elle reste cependant très imprécise. En particulier, elle ne nous renseigne pas sur les mécanismes d'émergence d'une cohérence globale et l'articulation des différents niveaux au cours des processus de crise et de recomposition d'une régulation d'ensemble.

## **2.Recompositiondusystèmeederègles**

L'hypothèse suivie dans ce paragraphe consiste à affirmer qu'un mode de régulation d'ensemble, tout comme une régulation mésoéconomique et un modèle productif sont des

configurations de règles, formelles et informelles, se situant à différents niveaux de généralité. Dès lors, c'est à travers l'analyse de la recombinaison d'un système de règles que des éléments susceptibles de préciser notre compréhension de l'articulation des niveaux de cohérence dans le contexte du changement institutionnel radical peuvent être formulés.

#### **a. Stabilité et hiérarchies des règles**

Les points de vue sur le degré de stabilité des institutions en fonction de leur caractère formel ou informel sont *a priori* radicalement opposés<sup>8</sup>. Un premier constat tant empirique que théorique semble s'imposer : la résistance des sociétés au changement. Elle signifie une grande inertie des conventions sociales : les normes informelles sont d'autant plus fortes que leur origine est lointaine car elles perdent avec le temps de leur visibilité pour les acteurs qui y participent. Comme le souligne Bernard Lepetit, « *le poids du passé devient d'autant plus extrême qu'il tire sa force de l'oubli* » [Lepetit, 1995, p. 282].

Le point de vue opposé avance que les institutions formelles délimitent des espaces de souveraineté et de responsabilité (droit, règlements, droits de propriétés, etc..) et peuvent être considérées comme plus stables que les institutions informelles. En effet, alors que les institutions informelles sont le produit direct et immédiat des rapports de force, les règles légales s'accompagnent d'un pouvoir capable de les imposer : elles apportent des garanties et élargissent l'horizon temporel des acteurs [Bourdieu, 1986].

Au-delà du paradoxe apparent, ces deux points de vue nous semblent complémentaires à condition de prendre en compte une autre dimension : la hiérarchie des règles [Vanberg, 1994, pp. 109-124 ; Chavance, 2000]. Il existe des règles informelles locales, ordinaires, qui peuvent être remises en cause facilement mais aussi des règles informelles qui se situent au fondement de toutes les sociétés humaines et apparaissent comme inébranlables ; les premières devant se conformer aux secondes. De la même manière, un règlement local peut être aisément modifié, tandis que les textes constitutionnels auxquels doivent se conformer les autres règles formelles sont soumis à des procédures de révision extrêmement complexes.

Si cette discussion mériterait d'être poussée d'avantage, on peut néanmoins avancer que le caractère plus ou moins stable des institutions, leur degré de dureté, dépend principalement de leur degré de généralité entendu comme leur position relative dans la hiérarchie des règles.

---

<sup>8</sup> La définition des institutions utilisée ici est celle de North, à savoir que les institutions se distinguent des organisations comme les règles du jeu des joueurs [North, 1990, pp. 3-4].

### **b. Changement institutionnel radical et recomposition du système de règles**

Cette question de la hiérarchie des règles est primordiale pour traiter du processus de délitement-recomposition d'une cohérence globale comme lors de la transformation systémique post-soviétique. Si la crise de la formation sociale soviétique est déjà patente avant le lancement des réformes, ce sont des ruptures dans des règles générales formelles initiées centralement par le pouvoir politique qui entraînent une accélération et un changement de nature de la crise qui devient dès lors explicitement systémique. Ce passage par le politique pour redéfinir des règles générales formelles apparaît incontournable.

La trajectoire de la métallurgie permet de préciser la logique interne de ce bouleversement socio-économique et de montrer sa dynamique en deux temps : 1/ effets de localisation et crise de cohérence - 2/ émergence d'une nouvelle cohérence d'ensemble.

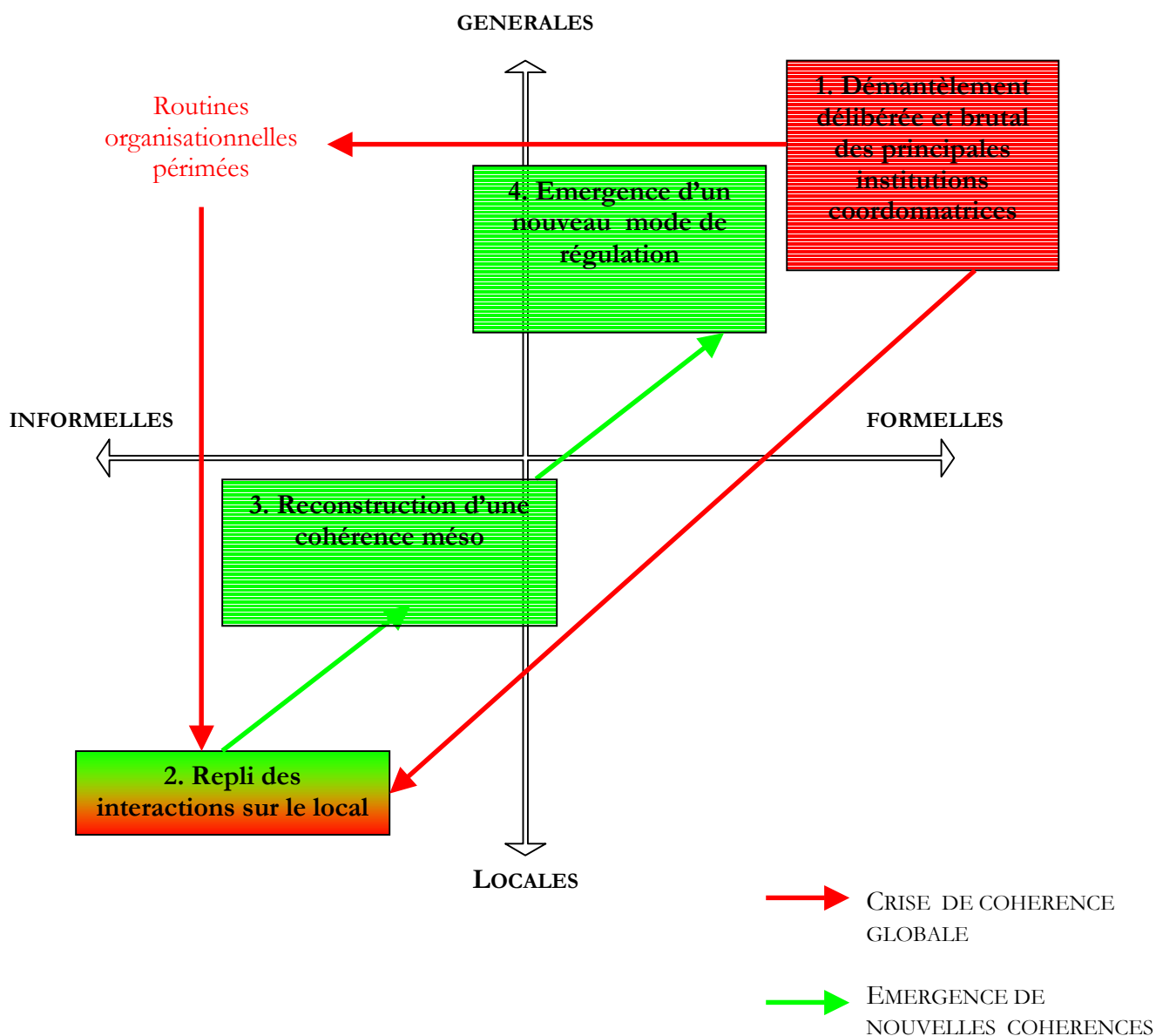
La rupture brutale du cadre de coordination dominant ouvre une période de crise. Des savoirs-faire organisationnels et des régularités macro sur lesquelles les agents formaient leurs anticipations sont brutalement périmés ce qui implique un accroissement de l'incertitude. Il en résulte une attitude de repli sur des cadres de coordination qui leurs sont proches, des routines organisationnelles locales, et un raccourcissement de l'horizon temporel de leurs actions. Cet effet de localisation se traduit par un recul de la division du travail et donc une dépression de l'activité. Pendant la période de crise de cohérence globale, il existe une multiplicité d'options. Cependant, les nouvelles règles édictées conduisent peu à peu à l'affirmation de nouvelles cohérences locales qui produisent à leur tour des irréversibilités et conditionnent l'émergence d'une nouvelle cohérence macro.

Outre cette dynamique global-local-global, le processus comprend également une forme particulière de l'articulation entre institutions formelles et informelles. Si ces deux types d'institutions se combinent et sont complémentaires, ils sont également en partie alternatifs l'un à l'autre. Au début du processus de transformation, la destruction de normes formelles ne peut être que très partiellement palliée par l'édiction de nouvelles normes en raison d'une large indétermination des problèmes qui vont se poser. De plus, l'incertitude et l'effet de localisation correspondent à une perte de confiance dans les normes légales qui expliquent le développement des pratiques prédatrices et criminelles en tant que formes de privatisation de la confiance au sein de réseaux interpersonnels. A l'issue du processus de transformation, sur la base de cohérences locales passant par la stabilisation de positions

acquises, un processus cumulatif de réduction de l'incertitude et d'éviction partielle des normes informelles par les normes formelles est alors enclenché.

Le schéma ci-dessous représente cette dynamique de recomposition du système de règles aboutissant à l'émergence d'un nouveau mode de régulation dans le cadre du changement systémique.

**Figure 3 : Changement institutionnel radical et recomposition du système de règles**



## Conclusion

La présentation de la trajectoire de la métallurgie russe post-soviétique a permis de mettre en évidence un processus en deux temps : dislocation d'une cohérence globale entraînant une dynamique régressive de transformation de la branche, puis reconstruction progressive d'une nouvelle cohérence. Les décisions délibérées parviennent à précipiter le démantèlement d'une cohérence globale, mais le processus de reconstruction est beaucoup plus indéterminé car il procède principalement de l'agrégation, *a priori* incohérente, d'actions décentralisées.

La deuxième étape de la transformation systémique procède d'abord de l'émergence d'arrangements locaux, en grande partie informels. Elle s'élève ensuite au niveau de la branche du fait de l'affirmation d'un modèle productif commun aux entreprises les plus importantes, puis elle contribue à l'émergence d'un nouveau mode de régulation.

Au cours de ce processus deux types d'interdépendance entre les acteurs sont en jeu : d'une part une interdépendance liée à la division du travail et de l'autre une interdépendance cognitive liée au caractère décentralisé de la connaissance [Sapir, 1998]. Il apparaît que la destruction brutale d'un cadre institutionnel formel au niveau général a un coût cognitif qui se traduit par un recul de la division du travail. Inversement, c'est la reconstruction institutionnelle de cadres cognitifs généraux qui accompagne le redémarrage de l'activité économique.

En dépit des éléments d'articulation entre régulation d'ensemble, régulation de branche et modèle productif exposés ici, le cadre d'interprétation régulationniste semble encore assez faible du point de vue de la compréhension de l'interdépendance des niveaux de cohérence, en particulier d'un point de vue dynamique.

Deux éléments semblent pouvoir être retenus pour approfondir cette problématique. En premier lieu, ne pas céder à une interprétation harmoniciste du concept de régulation. Une régulation d'ensemble du capitalisme est toujours limitée, temporaire et traversée de tensions contradictoires. Il y a toujours des éléments de crise locale qui contribuent à la perpétuation de la cohérence globale et, dans les grandes crises comme celle traversée par la Russie dans les années 1990, subsistent des éléments de stabilité locaux, éléments qui servent à la recomposition par niveaux de cohérences. La notion de crise comme celle de régulation doit donc être relativisée. Par conséquent, et c'est le second point, l'approfondissement de la confrontation entre le corpus accumulé par la TR et les institutionnalismes doit tendre à la définition des espaces micro, méso et macro de cohérence en tant que systèmes hiérarchisés de règles combinant, en proportions variables, des éléments de convergence et de dislocation.

## Bibliographie

- ANGELIER J.- P., « Revenus pétroliers et développement : le cas de l'Equateur », *Revue de l'Energie*, n°406, 1988.
- APPEL H., « Voucher Privatisation in Russia : Structural Consequences and Mass Response in the Second Period of Reform », *Europe-Asia Studies*, vol. 49, n° 8, 1997.
- BARTOLI P. et BOULET D., « Conditions d'une approche en termes de régulation sectorielle : le cas de la sphère viticole », *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales*, n° 17, 1990
- BENKO G. et LIPIETZ A., « De la régulation des espaces aux espaces de la régulation », in BOYER R. et SAILLARD Y., *Théorie de la Régulation: l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 1995.
- BOURDIEU P., « La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°64, 1986,
- BOYER R., « Les institutions dans la théorie de la régulation » , *Couverture Orange*, n° 0308, 2003.
- BOYER R. et FREYSSINET M., « Entre innovations historiques et contraintes structurelles Eléments d'une théorie des modèles productifs », *Couverture Orange*, n° 0205, 2002, 85 p.
- BOYER R. et FREYSSINET M., *Les modèles productifs*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2000.
- BOYER R. et SAILLARD Y., *Théorie de la Régulation: l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 1995.
- BOYER R., « Les problématiques de la régulation face aux spécificités sectorielles », *Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales*, n° 17, 1990.
- BOYER R., *La théorie de la régulation, une analyse critique*, La Découverte, coll. « Agalma », Paris, 1986.
- BOYER R. et MISTRAL J., *Accumulation, inflation, crises*, PUF, coll. « Economie en liberté », Paris, 1983 (première édition 1978),
- CAMPAN E. et GRIMAUD A., « Le Syndrome hollandais », *Revue d'Economie Politique*, n°6, 1989.
- CHAVANCE B., « Organisations, institutions et système: types et niveaux de règles », papier présenté lors du colloque *Organisations et institutions: règles, coordination et évolution*, ERSI-CRIISEA et GERME, Amiens, 25-26 mai 2000, pp. 23-24.
- CORDEN M. W. et NEARY J. P., « *Booming Sector and De-Industrialization in a Small Open Economy* », *The Economic Journal*, décembre 1982.
- DE BANDT J., « La filière comme méso-système », in ARENA R., BENZONI L., DE BANDT J. et ROMAIN P.-M., *Traité d'économie industrielle*, Economica, Paris, 1991.
- DE BANDT J., « Les filières de production : mythe ou réalité ? » *Economie et PME*, n° 3, 1982.
- DE BERNIS G., « Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale », *Economie appliquée*, vol. 19, n° 3-4, 1966.
- DELAPIERRE M., MILELLI C. et SAVOY A., « Régimes de concurrence, stratégies de coopération et dynamiques des structures industrielles », in VINOKUR A. (ed), *Décisions économiques*, Economica, Paris, 1998.
- DU TERTRE C., *La dimension sectorielle de la régulation*, in BOYER R. et SAILLARD Y., *Théorie de la Régulation: l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 1995.
- EKSPERT Reitingovoe agenstvo, *Rossiskaja Metallurgija*, Moskva, 1998, 2 vol.
- GILLY J.-P. ET PECQUEUR B., « La dimension locale de la régulation », in BOYER R. et SAILLARD Y., *Théorie de la Régulation: l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, 1995.
- GRAZDANINOVA M.P., « Problemy i Perspektivy Vertikalnovo vzaimodestvija firm na rynke černovo metalloprakata », *Problemy Prognozirovanija*, n° 3, 1999.
- KAGARLITSKY B., « Political Capitalism and corruption in Russia », in *Labour Focus on Eastern Europe*, n°71, printemps 2002.
- KORNAÏ J., *Le système socialiste*, Presse Universitaire de Grenoble, Grenoble, 1996.
- LEPETIT B. (ed), *Les formes de l'expérience, une autre histoire sociale*, Albin Michel, Paris, 1995.
- NORTH D. C., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990,
- OKIMOTO D., *Competitive Edge*, Stanford University Press, Stanford, 1984, pp. 78-133.

SAPIR J., *Compte-rendu de la XXXIII<sup>ème</sup> session du séminaire franco-russe semestriel sur les questions économiques et financières*, Paris, Juin, 2002.

Disponible en ligne : <http://www.ehess.fr/centres/cemi/pages/sem-juin-2002.pdf>

SAPIR J., « Théorie de la régulation, conventions, institutions et approches hétérodoxes de l'interdépendance des niveaux de décision », in VINOKUR A. (ed), *Décisions économiques*, Economica, Paris, 1998.

VANBERG V. J., *Rules and Choice in Economics*, Routledge, London, 1994.